



Ne pas trahir 2009 : libérer l'université, reconstruire un service public universitaire pour tous !

La FERC Sup CGT soutient l'appel "Ne pas trahir 2009 : libérer l'université, reconstruire un service public universitaire pour tous !" et appelle les personnels ainsi que les étudiants des établissements d'enseignement supérieur et de recherche à se rassembler autour de leurs syndicats et organisations pour désigner, au sein de leurs établissements, des délégués pour une coordination nationale des établissements universitaires, fin mai 2012, comme le propose l'appel du 30 avril.

La FERC Sup CGT est en accord avec les attendus et propositions de cet appel.

La réforme des universités est loin d'être la réussite du quinquennat qui s'achève, comme certains voudraient nous le faire croire. La loi LRU, imposée sans ménagement par le gouvernement de droite dès les premiers mois de 2007, est une loi désastreuse pour les personnels et les étudiants. Les réformes qui l'ont suivie et accompagnée, l'épisode du Grand emprunt sous-tendu par une culture de « l'excellence » auto-proclamée, l'ont considérablement aggravée en confortant le pouvoir madarinal et en mettant en place des processus de sélection et d'exclusion à tous les niveaux de notre système d'enseignement supérieur et de recherche.

C'est une université à deux vitesses, organisant la ségrégation sociale que l'on s'efforce de nous imposer.

Les structures que l'on tente aujourd'hui de nous imposer à travers les fusions d'établissements, en rassemblant des dizaines de milliers d'étudiants et plusieurs milliers de personnels, sont hors d'échelle.

Le statut des personnels de la Fonction publique d'État n'a cessé d'être attaqué et remis en cause tout au long de ces années. Également soumis aux diktats de la RGPP, notre Service public d'enseignement supérieur et de recherche a été profondément affecté, transformé et très largement fragilisé pour l'ouvrir aux intérêts privés et le mettre à leur service. Le danger d'une régionalisation de l'enseignement supérieur et de la recherche menace et le processus de financiarisation de l'enseignement supérieur et de la recherche dont on peut d'ores et déjà constater les dégâts dans certains pays, est bien amorcé.

Le temps est venu de dénoncer cette loi et les réformes qu'elle a suscitées pour RECONSTRUIRE le Service public national d'enseignement supérieur et de recherche, ainsi que la Fonction publique d'État dont notre pays a besoin pour assurer à la jeunesse et à la population un accès le plus large possible aux savoirs et à l'élaboration de la connaissance, seuls garants d'une émancipation culturelle et citoyenne des personnes et de la société.

C'est pourquoi nous demandons à l'ensemble des syndicats de l'Union nationale FERC Sup CGT de susciter et d'organiser, dans tous les établissements où ils sont présents, avec toutes les organisations syndicales et organisations étudiantes qui le souhaiteront, des assemblées générales qui répondront à l'appel du 30 avril 2012 : "Ne pas trahir 2009 : libérer l'université, reconstruire un service public universitaire pour tous !"

Montreuil, le 5 mai 2012